

# L'agriculture contractuelle de proximité poursuit sa perpétuelle réinvention

Ludovic Pilonel

**La multiplication des initiatives faisant la part belle à une alimentation locale, au rythme des saisons, dans un souci d'équité envers les producteurs, ne se dément pas depuis les années 2000. Eclairage sur ce rouage de la filière courte.**

L'agriculture contractuelle de proximité (ACP), qui engage consommateurs et producteurs d'une région autour d'un approvisionnement en denrées alimentaires, n'est pas à l'aube de son développement en Suisse. Préservation de la souveraineté alimentaire, diminution de l'empreinte écologique, mise en valeur des produits régionaux de saison, soutien aux agriculteurs, entrée en contact direct avec la terre nourricière: les arguments en faveur de ce concept aujourd'hui bien enraciné dans nos contrées ne manquent pas.

Si les valeurs fondamentales des acteurs concordent, on ne peut pas forcément en dire autant de leurs projets et de leurs profils. Le Granier, basé à Peseyon (NE) mais en cours d'installation à Bex (VD), fait partie des nouveaux admis auprès de la Fédération romande de l'agriculture contractuelle de proximité (FRACP). «Nous réhabilitons le métier disparu de marchand-grainier, pour défendre les variétés anciennes et favoriser la biodiversité. Nous créons la première jardinerie 100% bio de Suisse», explique l'initiateur Serge Girardin, un biologiste de formation issu du monde de la microtechnique et des start-up.

Parfois, c'est le patrimoine familial qu'il s'agit de ressusciter. Au Jardin de Max, à Vésenaz (GE), les sœurs Myriam et Lucille Dupraz-Dange font renaître l'exploitation créée par leur arrière-grand-père au XIX<sup>e</sup> siècle. Quant à Enea Rezzonico, coordinateur du Panier Bio à Deux Roues, à Lausanne, il a saisi l'opportunité de troquer ses responsabilités dans une grande multinationale contre d'autres, en phase avec ses convictions.

## Intérêt académique et mise en réseau

L'agriculture contractuelle de proximité ne laisse pas les milieux académiques indifférents. Julien Vuilleumier, membre du comité de Notre Panier Bio, finalise une thèse en anthropologie sur le sujet à l'Université de Neuchâtel. «Après Les Jardins de Cocagne et La Clef des Champs, environ vingt ans se sont écoulés jusqu'à l'apparition de nouvelles initiatives, dans les années 2000. Une succession de scandales alimentaires, le développement de la vente directe au sens large et un regain d'intérêt pour les produits de proximité, avec la création de diverses marques de promo-



Notre Panier Roule, la caravane à vélo mise sur pied pour les dix ans de Notre Panier Bio, en route vers une ferme partenaire à Murist. Quatre autres étapes, dont la prochaine le 18 juin au bord du lac de la Gruyère, marqueront ce jubilé.

«Ces initiatives se développent sur de petites parcelles, généralement sans nécessiter un gros investissement de départ ni de grandes infrastructures», indique Gaëlle Bigler, secrétaire ad interim de la FRACP, pour expliquer l'essor des vocations.

### Arrêt forcé

La problématique de l'accès à la terre peut, en revanche, avoir raison de certains projets. Le Jardin des Chartrons, basé à Confignon (GE), a livré ses derniers paniers le mois dernier après dix ans d'existence. En cause: le déclassement de la zone et la non-prolongation du bail agricole par les propriétaires alors que la coopérative se portait bien.

La Clef des Champs, l'un des précurseurs au niveau suisse, a, pour sa part, réussi à acquérir ses propres parcelles à Courgenay, après dix ans d'attente. «En principe, une coopérative sans-terre par des personnes sans-terre comme la nôtre ne remplit pas les conditions pour l'achat d'un terrain. Nous avons eu la chance de pouvoir reprendre une partie du domaine de l'agriculteur qui nous hébergeait. Après plus de 35 ans d'activité, nous sommes

bien connus et appréciés dans le paysage agricole jurassien, ce qui a sans doute facilité l'obtention de la dérogation dont nous avons bénéficié», observe Jean-Pierre Caïso, président de la Clef des Champs.

### «Un choix politique»

«Faire partie d'une ACP est un choix politique. Un changement dans la manière de consommer qui anticipe la transition énergétique», commente-t-il. L'autocueillette, le partage de recettes à partir des produits proposés, l'aide à la récolte, aux livraisons, à l'organisation d'événements, la suggestion de nouvelles variétés à cultiver aux producteurs, l'intégration du comité de la structure sont quelques-uns des moyens de simplifier dont disposent les membres des initiatives, unies dans leur approche participative et interactive mais pas forcément dans leur gestion de l'opérationnel. «Les ACP ont beaucoup évolué. La culture et la vente de fruits et légumes à l'interne, comme lorsque nous avons lancé notre coopérative il y a environ 35 ans, n'est plus la norme. Dans certains cas, un agriculteur ou un maraîcher s'aille à la création d'une

quer l'importance cruciale du bénévolat pour garantir la viabilité économique des ACP.»

### Réflexion préalable

Ses autres conclusions: les adhérents à ces démarches ont entamé une réflexion préalable sur leur alimentation et les contraintes de l'agriculture contractuelle de proximité les incitent à modifier d'avantage leurs pratiques, par exemple en faisant preuve de créativité pour cuisiner les légumes de garde. En moyenne, entre 10 à 15% des consommateurs renoncent chaque année. Leur remplacement est plus ou moins aisé en fonction de la

structure pour préfinancer une partie de ses récoltes. D'autres réunissent leurs produits dans les paniers proposés aux consommateurs», observe Jean-Pierre Caïso.

Christian Rossier et Christophe Borboen, les cultivateurs des Jardins d'Ouchy, illustrent ce dernier cas de figure. «Cette semaine, je fournis des pommes de terre nouvelles, des carottes nouvelles, des salades à tondre et des bottes d'oignons et mon voisin, des fraises et des asperges», déclare le premier cité dont les parents ont troqué le bétail contre la vente directe dans les années 1970. En unissant leurs forces, les deux compères de Denges peuvent se répartir les préférences un jeudi sur deux à Lausanne, où leurs clients viennent retirer leurs paniers. Une organisation particulièrement appréciable à cette période de l'année, car le travail ne manque pas.

Dans le canton de Fribourg, l'association Notre Panier Bio a acquis une tout autre dimension, puisque pas moins de 600 ménages, 24 producteurs, près de 170 produits et 40 points de distribution sont regroupés au sein du projet

région. Dans le canton de Genève, il peut s'avérer plus délicat en raison la forte concentration d'ACP, alors qu'un réel potentiel existe encore sur Fribourg, de l'aveu de Julien Vuilleumier.

Considérée comme un tremplin vers un système alimentaire durable, l'agriculture contractuelle de proximité est portée par un nombre croissant d'acteurs à travers l'Europe et le monde que le réseau international Urgenci entend regrouper. D'autres projets s'adressent aux forces en présence dans et hors de nos frontières. Le Centre for Development and Environ-

lancé il y a dix ans sous l'impulsion d'un groupe issu de Bio Fribourg et de consommateurs.

### Expérimentations

L'agriculture contractuelle de proximité se réinvente constamment, et ce n'est pas Claude Mudry, coresponsable des Jardins de Cocagne, qui dira le contraire. «On essaie tout, mais pas tout ne fonctionne. Parfois, une culture n'est pas fructueuse alors on la remplace quelques années. Nous réalisons de plus en plus nos plans nous-mêmes et nous avons commencé à créer nos propres machines après avoir participé à un atelier de fabrication en France», indique-t-il.

Trois évolutions sont à signaler sur le plan opérationnel. Les demi-journées de travail non effectuées par les coopérateurs sont facturées, ce qui a permis de doper la participation. Le prix des paniers se calcule sur le revenu et le salaire des collaborateurs – quinze personnes pour huit équivalents pleintemps – a été augmenté. A ses débuts en octobre 1980, Claude Mudry était loin d'imaginer qu'il resterait autant de temps au sein de cette coopérative pionnière en Suisse romande. L'ennivage de continuer

à travailler après l'âge de la retraite dans ce lieu de rencontres et d'échanges privilégié.

### Soutien des institutions

La dimension sociale et éthique de l'ACP séduit un nombre croissant d'institutions. Les demandes de visites formulées par les crèches, les écoles et les institutions pour personnes âgées se multiplient. A Renens, l'association Femmes Solidaires emploie les paniers de légumes bio comme outils fédérateurs, tandis que la Croix-Rouge genevoise voit en l'agriculture contractuelle de proximité un levier d'intégration professionnelle au bénéfice des jeunes de 16 à 25 ans.

Quant aux Villes, elles y songent dans le cadre d'actions pour favoriser une alimentation saine, avec des produits cru. Propriété de la Commune de Lausanne, la ferme agroécologique de Rovéraz s'est donné pour mission de «replacer l'agriculture là où elle vient: au milieu des gens», alors qu'à Genève, la FRAPC a été convoquée dernièrement à une table ronde dans le cadre du programme «Nourrir la ville», qui vise à «promouvoir les produits agricoles locaux, sensibiliser au bien manger et développer l'agriculture urbaine». La bonne presse des circuits courts suscite des courtoisies, mais la Fédération romande de l'agriculture contractuelle de proximité, qui regroupe une trentaine de projets en Suisse romande, n'ouvre pas ses portes à n'importe qui. Un questionnaire et une visite sur le terrain lui permettent de se forger une opinion sur le lien direct entre producteurs et consommateurs, condition sine qua non d'adhésion à cette structure fondée en 2008.

Le credo de la proximité trace aussi son chemin dans la restauration collective ainsi que sur les étals des magasins participatifs. Ouverte depuis novembre, La Broutte propose des produits locaux, issus de l'agriculture biologique et vendus en vrac aux habitants de Lausanne. Un supermarché paysan devrait aussi voir le jour fin 2018 à Meyrin. Il s'agira d'une coopérative en main d'agriculteurs et des habitants de l'écoquartier des Vergers.



Distribution de paniers par Les Jardins du Flon.

L. PILONEL

ment (CDE) de l'Université de Berne met par exemple sur pied une plateforme transnationale dont l'objectif est d'analyser et promouvoir la relation entre agriculture éco-